

arguments & ripostes

Un an de Sarkozy :
un an d'illusions et de régressions !

L'ÉCHEC CUISANT DU « TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS »

« Je veux être le Président du pouvoir d'achat : pour cela, je permettrai d'abord à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de le faire, dans le secteur privé comme dans le secteur public ».

(programme de campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy)

Dans le paquet fiscal, la mesure-phare du gouvernement Sarkozy-Fillon pour améliorer le pouvoir d'achat des salariés consistait à exonérer de cotisations sociales et d'impôts sur le revenu les heures supplémentaires.

Un an après, l'échec est cuisant.

D'une part, alors que seulement un tiers des salariés effectuaient des heures supplémentaires avant le vote du paquet fiscal, cette proportion n'a pas augmenté avec la loi nouvelle. L'objectif d'augmentation du nombre total d'heures supplémentaires n'est donc pas atteint. Sont toujours exclus du dispositif les 5 millions de fonctionnaires, les 13 millions de retraités et les 15 millions de salariés qui ne font pas d'heures supplémentaires.

D'autre part, selon les données de Ministère du travail lui-même, le nombre moyen d'heures supplémentaires effectué par ceux des salariés qui en font est resté stable à environ 55 heures par an, très loin des 220 heures annuelles prévues par la loi. L'objectif du paquet fiscal d'augmenter le nombre d'heures supplémentaires effectué par chaque salarié n'est donc pas davantage atteint.

Enfin, ceux qui font des heures supplémentaires et qui bénéficient de la loi voient au mieux leur salaire augmenter de 40 € par mois, et non de 80 € comme le prétend le gouvernement. Ce calcul ressort du nombre d'heures supplémentaires effectués en décembre dernier, la fin de l'année étant pourtant la période où l'on en fait traditionnellement le plus.

Le bilan de la mesure-phare du gouvernement sur le pouvoir d'achat est donc accablant : un tiers des salariés du privé concernés, aucune augmentation du nombre d'heures supplémentaires réalisé, et un gain de pouvoir d'achat maximal de 40 € pour ceux qui en effectuent.

Pour l'écrasante majorité du monde du travail, rien n'a été fait pour limiter la dégradation du pouvoir d'achat : le SMIC n'a bénéficié d'aucun coup de pouce en 2007, les pensions de retraite n'ont été revalorisées que de 1,1 %, et les produits de première nécessité et les tarifs publics se sont envolés.

À l'évidence, la priorité au pouvoir d'achat n'était qu'un slogan de campagne pour le candidat Sarkozy !

